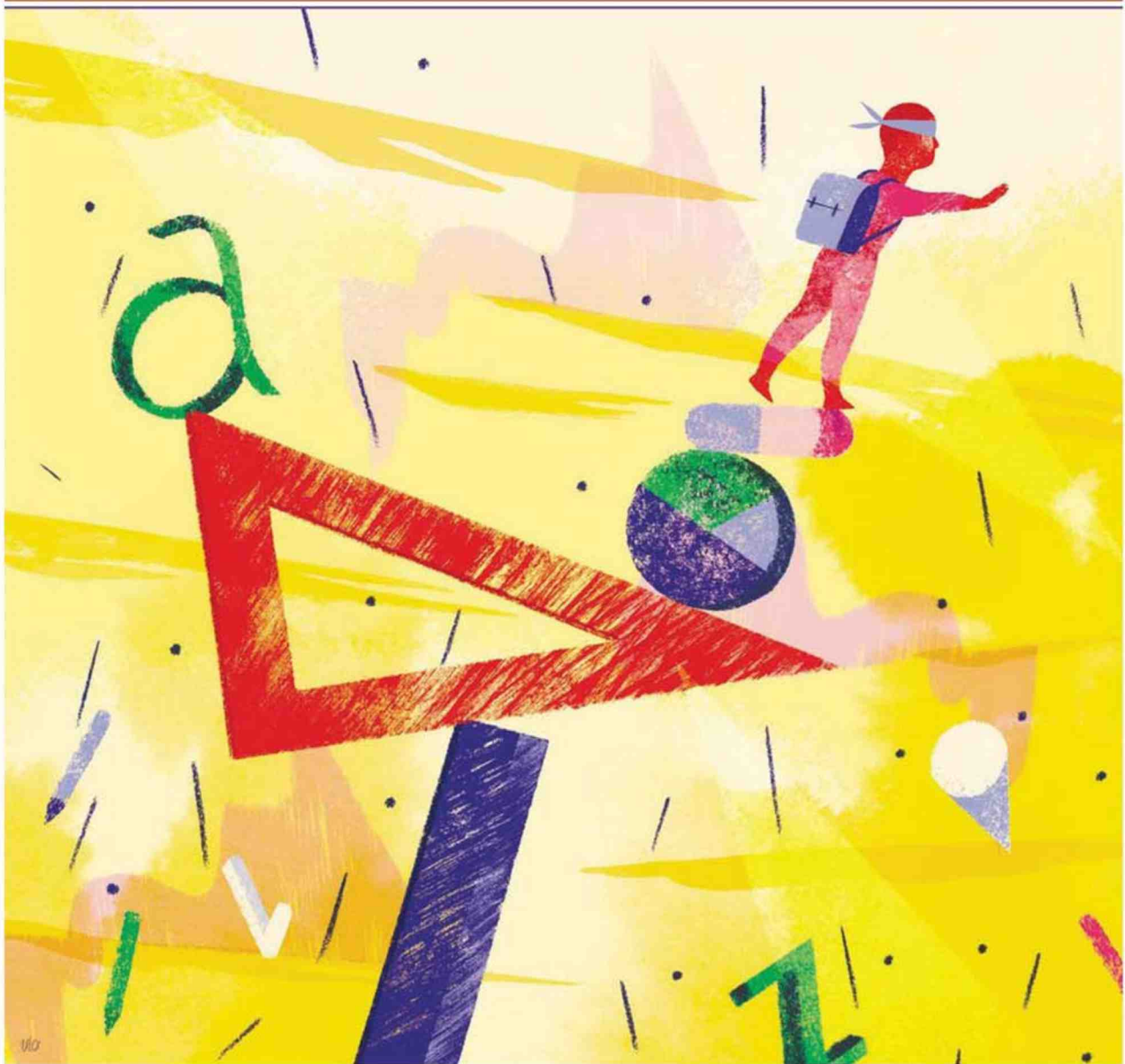


PENSER

VOYAGER

DÉCOUVRIR

AUTREMENT



Changer l'école, de A à Z

*Impossible, le débat sur l'éducation ? Aucun candidat à la présidentielle ne s'y risque. Chez nos voisins, ces questions ont déjà été tranchées, rappelle **Nathalie Mons**, sociologue.*

C'est un sujet de société qui passionne les Français. Nous avons – presque – tous un avis sur l'éducation, ne serait-ce que parce que nous sommes passés par les bancs de l'école et qu'elle accueille nos enfants. Pour autant, elle est pratiquement absente de cette campagne présidentielle. Professeur de sociologie à l'université de Cergy-Pontoise, chercheuse spécialisée dans les politiques éducatives, Nathalie Mons regrette que »»

» les propositions des candidats ne s'inspirent pas davantage des recherches scientifiques et des modèles étrangers qui réussissent. Il est urgent, assurément, de penser et construire collectivement un grand projet politique autour de l'école. Et de l'inscrire dans la durée, à l'abri des logiques partisanes au nom desquelles les réformes entreprises sont systématiquement détricotées par les nouveaux gouvernants.

Pourquoi les débats sur l'école demeurent-ils largement en marge de cette élection ?

C'est en effet paradoxal. L'éducation constitue le premier budget de l'Etat, le socle à partir duquel se construit notre société. Et pourtant, à l'exception notable du *Grand débat* de TF1 le 20 mars dernier, où ils furent conviés à s'exprimer sur le sujet dès l'entame de l'émission, les candidats ne privilégient pas cette thématique. Ils se contentent de faire des inventaires à la Prévert, de longues listes de mesures essentiellement quantitatives : davantage de temps consacré aux matières fondamentales, plus ou moins de postes d'enseignants, etc. En France, en 2017, on peine toujours à penser un véritable projet politique autour de l'école. Prenez cette proposition souvent martelée : « *Il faut moins d'élèves par classe.* » S'il est certain que cette mesure améliorera le confort des enseignants, elle ne garantit pas à elle seule un effet mécanique positif sur les apprentissages des élèves. Il faut qu'elle s'accompagne d'une évolution de la pédagogie et qu'elle soit centrée sur les élèves défavorisés, au CP, CE1 et CE2. On entend aussi souvent : « *L'école doit permettre une meilleure insertion professionnelle.* » Très bien, mais comment ? En formant les jeunes aux emplois d'aujourd'hui ? En les préparant au monde de demain, et donc à des compétences nouvelles, voire à la perspective d'exercer plusieurs métiers tout au long de sa vie ? Tout cela doit être éclairci. Les débats sur l'école ne peuvent indéfiniment rester otages de visions dépassées. D'un côté, une école de l'autorité, genre III^e République, de l'autre, une école ancrée dans l'idée d'Etat-providence, avec à la clé des promesses de création de postes, sans que l'on sache où et pourquoi. Cela étant, l'éducation est rarement un thème de campagne prépondérant.

« On peine à penser un vrai projet politique autour de l'école. »



NATHALIE MONS

1988
Diplômée
de Sciences-Po
Paris.
2007
Publie *Les
Nouvelles
Politiques
éducatives : La
France fait-elle
les bons choix ?*,
aux Presses
universitaires
de France.
2008
Professeur
invitée au
London Institute
of Education.
2012
Membre du
comité de
pilotage de la
Concertation
pour refonder
l'école, initiée par
le ministère de
l'Education
nationale.

Il y a cinq ans François Hollande, le « candidat de la jeunesse », en avait pourtant fait une « priorité » ?

Sauf que cette « priorité » s'exprimait principalement en termes de moyens : créer soixante mille postes dans l'Education nationale. Mais pour construire quoi, au juste ? Une école française ancrée dans la mondialisation ? Une école pour « faire société », basée sur l'éducation à la citoyenneté ? J'ajoute que nous ne parviendrons pas à construire un projet digne de ce nom tant que nos politiques scolaires ne s'appuieront pas sur les recherches. Prenez le port de l'uniforme voulu par François Fillon : j'ai eu beau consulter tout le champ scientifique consacré au sujet, très étudié, en particulier en Angleterre et aux Etats-Unis, il n'existe aucun consensus scientifique à propos des effets bénéfiques de l'uniforme sur les résultats des élèves, ni même sur le climat scolaire. C'est le problème avec ces programmes : pas grand-chose n'est étayé, justifié. Or les électeurs devraient pouvoir faire un choix éclairé.

Tous les candidats, de la gauche à la droite en passant par le centre, disent vouloir « mettre le paquet » sur le primaire...

Oui et c'est une excellente nouvelle ! Cela prouve qu'ils ont compris l'importance de porter l'effort sur les premières années d'apprentissage, cruciales, comme le montrent toutes les recherches. C'est aussi une petite révolution : longtemps, à la différence de la

plupart des pays de l'OCDE, nous avons préféré consacrer des budgets proportionnellement plus importants au lycée qu'au primaire. Il est par ailleurs capital de dépasser les positions partisanes des uns et des autres pour trouver des terrains d'entente. En France, chaque nouveau gouvernement détricote ce qui a été fait par le précédent. Cela n'est plus possible ! Les pays qui réussissent leurs politiques éducatives travaillent dans la durée.

En fin de primaire, 40% des élèves ne maîtrisent pas les connaissances fondamentales, ni en lecture, ni en mathématiques. C'est énorme !

C'est d'autant plus dramatique que ces élèves ne surmontent pas leurs difficultés au collège. Voilà d'ailleurs pourquoi la France a chuté dans les palmarès internationaux.

François Fillon ou Marine Le Pen veulent supprimer certaines matières, jugées « secondaires » (histoire des arts, informatique...), pour concentrer l'enseignement sur le français et les mathématiques...

Le « retour aux fondamentaux » repose sur l'idée simple, pour ne pas dire simpliste, que plus on augmente les heures d'enseignement consacrées à ces apprentissages, meilleurs seront les élèves. Mais cela ne marche pas ainsi, sinon la France, championne d'Europe du temps attribué aux matières fondamentales, réussirait bien mieux ! De la même manière, on ne résoudra pas

toutes les difficultés uniquement en réduisant la taille des classes. Il ne faut plus réfléchir seulement en termes quantitatifs. Admettons-le : faute d'une ambitieuse formation continue des enseignants depuis plusieurs décennies, nos méthodes pédagogiques sont devenues moins efficaces que celles d'autres pays, qui s'appuient sur les enseignements les plus récents de la recherche en éducation. Qu'ont en commun les nations en tête des classements, asiatiques comme nordiques ? Elles ont accompli une révolution pédagogique. L'enseignant n'est plus face à sa classe, laquelle n'avance pas d'un même pas, quelles que soient les forces et les faiblesses de chaque élève. Elles ont introduit une pédagogie différenciée, qui emprunte d'ailleurs des visages différents. Au Japon, de très grandes classes rassemblent des élèves de niveaux différents, répartis en petits groupes : les plus avancés aident les autres, et l'on sait désormais que le tuteur en tire un bénéfice plus grand encore que le « tutoré ». En Finlande, un enseignant supplémentaire dans les classes permet de travailler en atelier, afin de mieux répondre aux besoins de chaque enfant.

La France est aussi, au sein des pays de l'OCDE, la championne des inégalités sociales à l'école...

Voilà encore un drôle de paradoxe : la quête de justice sociale par l'école se trouve au cœur de la construction de notre Etat-nation, bien davantage que presque partout ailleurs dans le monde. Et pourtant, notre système éducatif reproduit les inégalités dans notre société, voire les renforce. Pourquoi ? Parce qu'en France le temps s'est arrêté. Les élites ont cessé de penser, d'interroger cette notion de « justice sociale ». Car de quoi parle-t-on, au juste ? De méritocratie, cette idée historique selon laquelle l'école doit fournir à chaque enfant les mêmes ressources, quel que soit son milieu... et que le meilleur gagne ? Ou alors de discrimination positive, cette vision plus moderne de la justice sociale qui vise à rétablir de l'égalité en favorisant les plus défavorisés ? Ce débat, qu'on aurait tort de réduire à un clivage entre la droite et la gauche, a eu lieu en Finlande, en Suède, et même aux Etats-Unis il y a déjà dix ans, à travers leur grande loi *No child left behind* (« aucun enfant laissé sur le bord de la route »). Or, tant que cette question ne sera pas

tranchée, le corps éducatif sera perdu. Il ignore aujourd'hui si l'on attend de lui de faire en sorte qu'en fin de collège, à la fin de l'enseignement obligatoire, l'ensemble des jeunes possèdent un bagage scolaire et culturel d'un certain niveau. Ou plutôt qu'il trie les élèves pour les orienter ensuite sur des voies différentes. Parce que, en fin de compte, veut-on vraiment former des citoyens éclairés ? La question est cruciale : les recherches montrent clairement que le niveau d'abstention des Français de 18 à 25 ans lors des élections est lié à leurs niveaux de compétences : à leur maîtrise du français et à leur maîtrise des mathématiques.

L'enseignement professionnel vous tient particulièrement à cœur...

C'est un sujet important ! Hélas, il intéresse peu de monde. Nos élites le connaissent d'autant plus mal qu'elles sortent presque exclusivement des grandes écoles. Nous ne sommes pas près d'élire un ouvrier, métallurgiste de formation, comme le Brésil l'a fait avec Lula ! L'enseignement professionnel accueille notre jeunesse la plus fragile, principalement des enfants d'ouvriers et d'inactifs, des jeunes issus de l'immigration, des filles engagées dans la voie du tertiaire : l'administration, la bureautique, la gestion, l'aide aux personnes... Saviez-vous que sept mois après leur arrivée sur le marché de l'emploi, la moitié des bac pro restent sur le carreau ? Un comble, pour un enseignement censé mener à l'emploi. En revanche, certains domaines du secteur de l'industrie manquent de main-d'œuvre. La question de l'orientation est centrale. De quelles ressources humaines le pays aura-t-il besoin demain ? De professionnels capables d'accompagner un grand plan d'industrialisation ? Là aussi, il y a un impensé.

PENSER AUTREMENT

Que préconisez-vous ?

Il faut penser l'enseignement professionnel, et plus largement l'insertion sociale des jeunes. Prenez les pays qui trustent le haut des palmarès internationaux éducatifs (Pisa) : Singapour, le Japon, la Finlande. Ils ont façonné leur école en fonction d'une certaine vision de leur développement économique, social et culturel. Ils ont pris acte qu'une nouvelle ère s'ouvre devant nous, dans laquelle les nouvelles technologies et la créativité sont centrales. Ils ont créé des écoles qui ne forment plus seulement aux emplois dont on a besoin, mais à la capacité de collaborer, de travailler de façon transversale, d'innover. Leurs enseignants ne pratiquent plus seulement l'évaluation individuelle, car désormais, l'important c'est ce que chaque individu peut apporter au groupe, sa capacité à travailler avec les autres. Enfin, il faut mieux ouvrir notre système éducatif à l'international, et pas seulement nos grandes écoles. Car, quoi qu'on en dise, nous vivons dans des sociétés ouvertes, où la pratique des langues étrangères est primordiale. Tout cela doit faire l'objet de véritables débats pour nourrir un grand projet collectif pour l'école, qui ne devra pas tanguer au gré des alternances politiques.
*Propos recueillis par Marc Belpois
Illustrations Violaine Leroy
pour Télérama*



« On ne résoudra pas toutes les difficultés en réduisant la taille des classes. »